



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/23091
30 septembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

**LETTE DATEE DU 25 SEPTEMBRE 1991, ADRESSEE AU SECRETAIRE
GENERAL PAR LE REPRESENTANT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

Conformément au paragraphe 4 de la résolution 700 (1991) du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations suivantes relatives aux mesures prises par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour mettre pleinement en vigueur les dispositions du paragraphe 24 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement des Etats-Unis a continué à appliquer les strictes mesures juridiques et interdictions qu'il avait adoptées peu après l'invasion du Koweït par l'Iraq le 2 août 1990.

Le 2 août 1990, le Président Bush a signé le décret 12722 gelant les avoirs du Gouvernement iraquien et interdisant les opérations avec l'Iraq. Le 9 août 1990, il a signé le décret 12724 élargissant les restrictions imposées au titre du décret 12722. Entre autres dispositions, ces décrets interdisent l'exportation et l'importation de biens et de services entre les Etats-Unis et l'Iraq, ainsi que les activités de particuliers aux Etats-Unis qui favoriseraient l'exportation ou le transbordement de biens vers l'Iraq, et ils gèlent la totalité des avoirs du Gouvernement iraquien. De même, l'utilisation de moyens de transport privés américains et d'installations s'y attachant pour commercer avec l'Iraq a été interdite par une réglementation. Le 5 novembre 1990, le Congrès des Etats-Unis a adopté la loi de 1990 sur les sanctions à l'encontre de l'Iraq, qui confirme les sanctions imposées par le Président et prévoit certaines pénalités en cas de violation.

En application de ces décrets, le Ministère des finances a gelé la totalité des comptes bancaires du Gouvernement iraquien et promulgué des réglementations afin de restreindre l'accès de l'Iraq à ses avoirs financiers et de veiller à ce que ceux-ci ne soient pas mis à la disposition de l'Iraq ni de ceux qui faciliteraient le commerce des marchandises avec l'Iraq. Le Gouvernement des Etats-Unis a donc pris les mesures nécessaires pour appliquer strictement les interdictions stipulées dans toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ces restrictions sont toujours en vigueur.

En résumé, le Gouvernement des Etats-Unis, en adoptant des textes législatifs et en administrant énergiquement leurs règlements d'application, ainsi qu'en faisant usage des ressources militaires du pays, a fait tout ce qui était en son pouvoir pour atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 3 de la résolution 661 (1990) et au paragraphe 24 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

(Signé) Thomas R. PICKERING

